

COMMUNE D'OBERHAUSBERGEN

Département  
du Bas-Rhin

Arrondissement de  
Strasbourg

**Extrait du procès-verbal des  
délibérations du Conseil Municipal**

Séance du lundi 17 juin 2024

Nombre de  
conseillers élus :  
**29**

Sous la présidence de Madame Cécile DELATTRE, Maire

Conseillers en  
fonction :  
**29**

Conseillers  
présents :  
**21**

**III – AFFAIRES FINANCIERES**

**2024 – 102 (11) : Prise en charge des frais engagés par les élus**

Rapport au Conseil Municipal :

Les membres du conseil municipal sont susceptibles d'être appelés à effectuer différents types de déplacements dans le cadre de l'exercice de leur mandat. Ceux-ci peuvent ouvrir droit au remboursement des frais exposés pour leur accomplissement.

Ces déplacements professionnels représentent un coût pour la collectivité.

Avant d'engager les frais et compte tenu de l'exigence réglementaire de la dépense publique, **l'ordre de mission doit être dûment complété et signé par le Maire** (ou son représentant validé par un arrêté) **avant le déplacement.**

Il convient de distinguer les frais suivants :

1. Frais de déplacement courants sur le territoire de la commune

Les frais de déplacements des élus liés à l'exercice normal de leur mandat sont couverts par l'indemnité de fonction prévue aux articles L 2123-20 et suivants du CGCT.

2. Frais pour se rendre à des réunions hors du territoire de la commune

Conformément à l'article L 2123-18-1 du CGCT, les membres du conseil municipal peuvent être amenés à se rendre à des réunions où ils/elles représentent la commune, hors du territoire communal.

Dans ces cas, les élus peuvent bénéficier du remboursement des frais engagés sous réserve de l'établissement d'un ordre de mission préalablement signé par le Maire.

3. Frais d'hébergement et de repas

En application de l'article 7-1 du décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 modifié qui permet d'établir une indemnisation au plus proche de la réalité des frais engagés, le régime de remboursement des frais d'hébergement et de repas est fixé comme suit :

	France Métropolitaine		
	Province	Paris (Intra-muros)	Grandes villes (population = ou sup à 200 000 hab.)
Hébergement	90 €	140 €	110 €
Repas	20 €	20 €	20 €

Les justificatifs des dépenses réellement supportées doivent être impérativement présentés pour générer le versement de l'indemnisation des frais d'hébergement et de repas, dans la limite des montants inscrits.

#### 4. Frais de transport

Le remboursement des frais de transports s'effectue sur la base du transport ferroviaire économique de 2<sup>ème</sup> classe.

L'utilisation par l' élu de son véhicule personnel peut être autorisée par l'autorité territoriale, préalablement au départ. Dans ce cas, elle donne lieu à une indemnisation sur la base du tarif de transport public le moins onéreux (billet SNCF 2<sup>ème</sup> classe).

#### 5. Autres frais

Peuvent également donner lieu à remboursement lors d'un déplacement, sur justificatif et sous réserve d'une autorisation préalable explicite de l'autorité qui ordonne le déplacement, les frais :

- de location de véhicule en l'absence de tout moyen de transport adapté,
- de taxi lorsque l'intérêt du service le justifie ou en l'absence de transport collectif à destination,
- de parc de stationnement à destination.

La Collectivité autorise le remboursement de ces frais sur présentation des pièces justificatives au seul ordonnateur, quand l'intérêt du service le justifie.

#### 6. Déplacements dans le cadre du droit à la formation des élus

Le CGCT reconnaît aux élus locaux, dans son article L 2123-12, le droit à une formation adaptée à leurs fonctions. Les modalités d'exercice de ce droit sont fixées par les articles R 2123-12 à R 2123-22 de ce même code.

Les frais de formation (droits d'inscription, hébergement, déplacement) constituent une dépense obligatoire pour la commune, sachant que la prise en charge par la collectivité ne s'applique que si l'organisme qui dispense la formation a fait l'objet d'un agrément délivré par le ministère de l'Intérieur, conformément aux articles L 2123-16 et L 1221-1 du CGCT.

#### 7. Justificatifs des dépenses

Compte tenu de l'exigence réglementaire de la dépense publique, les justificatifs des dépenses devront être fournis à l'ordonnateur.

- un ordre de mission préalable (autorisation),
- une assurance personnelle de l' élu (en cas d'utilisation du véhicule personnel),
- un état de frais certifié,

- diverses factures acquittées.

Les indemnités sont payées mensuellement et à terme échu sur présentation des états ci-dessus.

**Vu** le Code Général des collectivités territoriales, notamment dans ses articles L 1221-1, L 2123-12 et L 2123-16, L 2123-18-1, L 2123-20 et suivants, ainsi que dans les articles R 2123-12 à R 2123-22,

**Vu** le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 modifié, notamment son article 7-1,

**Vu** le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006, notamment son article 2-2,

**Vu** la délibération n°2024-82 du conseil municipal du 25 mars 2024,

**Considérant** que les membres du Conseil Municipal sont susceptibles d'être appelés à effectuer différents types de déplacement,

**Considérant** que ces frais peuvent ouvrir droit au remboursement des frais exposés pour leur accomplissement,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **FIXE** dans comme décrit ci-dessus, les conditions de remboursement des frais engagés par les élus de la commune d'Oberhausbergen dans le cadre d'une mission ou d'un mandat spécial.

Adoptée à l'unanimité

Pour extrait conforme,



Le Maire

Cécile DELATTRE

Le Secrétaire,

Sofiane AIT IKHLEF